Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 10 au 16 décembre 2018

Rakhine

❖ Affrontements entre les forces armées et l'Arakan Army (AA)

→ Le couvre-feu dans le township de Buthidaung dans le nord Rakhine – en vigueur depuis les attaques de terroristes de l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) d'août 2017 – a été prolongé de deux mois après les affrontements du 3 au 6 décembre entre les militaires et l'*Arakan Army* (AA).

→ Les combats entre l'AA et les militaires ont poussé plus de 300 habitants rakhines et rohingyas du township de Buthidaung à fuir leur foyer. Certains rohingyas craignent que les militaires utilisent le prétexte des combats contre l'AA pour viser également la communauté rohingya.

❖ Commission d'enquête indépendante sur les allégations de violations de droits de l'Homme

→ La commission d'enquête indépendante sur les allégations de violations de droits de l'Homme dans le Rakhine a tenu sa 4ème session du 10 au 14 décembre.

→ La commission a invité toute personne en possession d'éléments susceptibles de faire progresser l'enquête à les faire parvenir avant le 31 janvier 2019. La commission demande aux témoins d'être disponibles pour répondre aux questions et s'engage à garantir la confidentialité de leurs échanges.

→ Plusieurs réfugiés rohingyas ont manifesté la volonté de vouloir partager leur témoignage mais ils refusent de se rendre en Birmanie par crainte de représailles des autorités. Ils ont donc invité la commission à se rendre au Bangladesh pour les rencontrer.

❖ Résolution de la Chambre des représentants des États-Unis

→ La Chambre des représentants des États-Unis a adopté à une très large majorité une résolution qualifiant les violences à l'encontre de la minorité rohingya de "génocide" et a demandé au département d'État de poursuivre ses efforts pour traduire les responsables en justice. La Chambre a également demandé la libération immédiate des deux journalistes de Reuters qui ont été arrêtés pour avoir couvert la crise des Rohingyas.

❖ Travaux de l'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations unies

→ Le ministre des affaires sociales, des secours et de la réinstallation a reçu séparément l'envoyée spéciale des Nations unies pour la Birmanie, Christine Schraner Burgener, et Roelf Meyer, membre du comité de mise en œuvre des recommandations Annan, pour évoquer la liberté de mouvement, la fermeture des camps de déplacés, l'abolition des discriminations, l'équilibre entre les communautés, le processus de rapatriement et les questions de citoyenneté dans l'État Rakhine.

→ La conseillère pour l'État a reçu Christine Schraner Burgener le 12 décembre pour discuter de l'établissement d'un dialogue intercommunautaire dans le Rakhine.

Processus de paix et minorités ethniques

❖ Personnes déplacées dans l'État Karen

→ 7 345 habitants du township de Hlaingbwe dans l'État Karen ont été déplacés par les combats entre la *Border Guard Forces* et la *Democratic Karen Buddhist Army* depuis 2016, selon des responsables de camps de déplacés. Depuis février 2017, l'aide humanitaire a baissé progressivement de près de 60 % selon le *Karen Refugee Committee*, en partie à cause de la crise dans le nord Rakhine.

❖ Conflits fonciers

→ La *Karen National Union* (KNU) a appelé à abroger la nouvelle loi sur la propriété foncière adoptée le 11 septembre 2018, car elle violerait l'accord national de cessez-le-feu (NCA) en ne prévoyant pas la participation des groupes armés ethniques en cas de litige. Un membre du comité central de la KNU explique aussi que des terres traditionnellement détenues par des habitants karens pourraient être qualifiées comme vacantes en vertu de cette nouvelle loi.

❖ Négociations avec les groupes non-signataires de l'accord national de cessez-le-feu (NCA)

→ Trois groupes armés ethniques – l'*Arakan Army* (AA), la *Myanmar National Democratic Alliance Army* (MNDAA) et la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA) – ont déclaré qu'ils étaient prêts à cesser les combats et à entamer des négociations officielles suite à leur rencontre avec la commission gouvernementale de paix le 12 décembre à Kunming, en Chine. Les 3 groupes n'ont toutefois, à ce jour, pas l'intention de rejoindre l'accord national de cessez-le-feu (NCA). L'armée était jusqu'à présent réticente à entamer des pourparlers de paix officiels avec les trois groupes à moins qu'ils s'engagent à abandonner la lutte armée.

❖ Condamnation d'activistes Kachins

→ Près de 2 000 personnes ont manifesté le 11 décembre à Myitkyina pour la libération de 3 activistes kachins –condamnés à 6 mois de prison pour diffamation contre l'armée – en brandissant des slogans tels que « Is democracy falling ? » ou « Failed Law ». Juste avant cette manifestation, la police de l'État Kachin avait averti les organisateurs que les panneaux affichant ces messages n'étaient pas autorisés.

→ 9 députés de l'État Kachin affiliés à la Ligue nationale pour la démocratie ont également envoyé une lettre au président de la République pour demander la libération des 3 activistes Kachin.

❖ Aide humanitaire dans l'État Kachin

→ La *Kachin Baptist Convention* (KBC) a déclaré qu'environ 70 000 personnes déplacées dans les zones contrôlées par la *Kachin Independence Army* (KIA) sont menacées d'insécurité alimentaire. La KBC a affirmé que la Chine avait récemment bloqué le transport d'aide humanitaire sans fournir d'explication. Selon le président de la KBC, il s'agit d'une stratégie pour faire pression sur la KIA afin que le groupe armé ethnique accepte de signer l'accord national de cessez-le-feu (NCA).

Situation intérieure

❖ Médias

→ Le vice-ministre des transports et des communications a annoncé que le gouvernement proposera

une nouvelle loi « en accord avec les standards internationaux » pour mieux réguler l'usage des réseaux sociaux et garantir la protection des données numériques. La loi comprendra notamment des mesures pour lutter contre « ceux qui pourraient déstabiliser l'État, lancer des attaques personnelles, utiliser un langage dégradant ou frauder sur les réseaux de communication ».

❖ Procès des deux journalistes de Reuters

→ Des activistes ont demandé la libération des journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo à l'occasion du premier anniversaire de leur arrestation lors d'un rassemblement public à Rangoun le 12 décembre. Maung Saung Kha, l'un des organisateurs du rassemblement, a déclaré que les manifestants « demandent la libération des journalistes par décision judiciaire et non par amnistie du président » pour prouver leur innocence. Les deux journalistes condamnés ont également reçu le titre de « personnalités de l'année » par le *Time Magazine,* conjointement avec d'autres journalistes..

❖ Armée

→ Lors de la cérémonie de remise des diplômes de la 20ème promotion des sous-officiers militaires à la *Defence Services Technology Academy* à Pyin Oo Lwin, le 12 décembre, le Commandant en chef des forces armées, Min Aung Hlaing, a déclaré que « des groupes nationaux et étrangers s'efforçaient de saper le rôle de la Tatmadaw [armée] » et qu'il « était important de rester toujours vigilant car ils pourraient viser à désintégrer complètement la Tatmadaw ». Il a ajouté qu' « en observant les exemples internationaux de désintégration militaire, on constate généralement l'effondrement du système politique, de l'économie et de la société, la dégradation du niveau de vie des populations et la perte de la sécurité, de la souveraineté nationale et du contrôle des frontières. »

Relations extérieures

❖ Visite officielle de la ministre des affaires étrangères australienne

→ Une délégation menée par la ministre australienne des affaires étrangères, Marise Payne, s'est rendue le 12 décembre à Sittwe pour y rencontrer les ministres de l'État Rakhine et visiter le camp de déplacés internes de Baw Du Phakal.

→ La conseillère pour l'État a également reçu Marise Payne le 13 décembre pour évoquer la coopération dans le domaine de l'éducation et du processus de paix, le rapatriement des réfugiés rohingyas, la mise en œuvre des recommandations Annan et la transition démocratique.

❖ Visite officielle du président de la République indienne

→ Le président de la République et la conseillère pour l'État ont reçu séparément le président de la République indienne Shri Ram Nath Kovind, en visite officielle en Birmanie du 10 au 14 décembre. Au cours de leur rencontre, les deux présidents ont notamment pu évoquer les flux économiques entre les deux pays, les droits de douane, le renforcement de la coopération dans le secteur agricole, informatique et énergétique, et la stabilité et la sécurité des zones frontalières. Le président indien a également discuté de la transition démocratique, du processus de paix et du rapatriement des réfugiés avec la conseillère pour l'État.

→ Le président indien a déclaré au cours de sa visite officielle que son pays appuie pleinement le processus de paix en Birmanie ainsi que la préservation de l'unité et de l'intégrité territoriale du

pays.

→ À l'occasion de la visite du président indien, le ministre de l'immigration a affirmé que les citoyens indiens peuvent désormais obtenir des visas à l'arrivée depuis le début du mois de décembre.

Économie

❖ Projet d'aménagement urbain financé par l'AFD

→ Le parlement a rejeté le projet d'aménagement urbain de Rangoun financé notamment par un prêt de 70 millions € de l'Agence française de développement (AFD). Seuls 34 députés ont voté pour la proposition tandis que 497 l'ont rejetée. Parmi les éléments qui ont conduit à ce rejet, les députés ont cité des doutes quant à la qualité de l'étude de faisabilité et sur les modalités de remboursement du prêt.

❖ Conjoncture

→ Selon un rapport de la Banque mondiale publié le 13 décembre, la Birmanie devrait connaître une croissance de 6,2 % cette année, contre 6,8 % pour l'année précédente. La crise dans le Rakhine reste l'une des principales raisons du ralentissement économique. La baisse du nombre de touristes occidentaux et l'éventualité de la suspension du système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne pourraient notamment nuire fortement à l'économie birmane.

❖ Responsabilité sociétale

→ 49 entreprises ont été reprises dans la dernière "*Dirty List*" de *Burma Campaign UK* pour leurs relations d'affaires avec l'armée. Parmi ces celles-ci, figurent notamment les entreprises françaises Engie, Razel-Bec et Oberthur mais aussi Facebook ou Western Union.

❖ Industrie minière

Plus de 1 000 demandes de parcelles d'extraction minière ont été reçues depuis juillet, selon le secrétaire permanent du ministère des ressources naturelles et de la conservation environnementale. Le gouvernement a commencé à accepter de nouvelles demandes d'exploitation minière en juillet après une suspension de celles-ci pendant deux ans.

Titre : Il y a aussi le Chinlone (ballon de rotin tressé utilisé dans le sport traditionnel birman)

Explication : Le président de la République Win Myint demande au père Noël s'il va recevoir des lettres de plainte comme cadeau de noël. Le père Noël lui répond en rigolant : « bien sûr que oui, Monsieur le président ! »

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.